

L'ESSENTIEL

● Face à la chute des stocks de poissons, la création d'aires marines de très haute protection s'impose.

● Elles sont efficaces pour restaurer les écosystèmes, mais les États rechignent néanmoins à les imposer, de peur de mécontenter les populations riveraines..

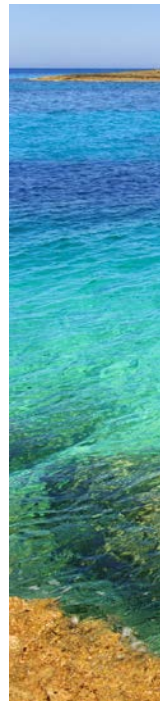
● Pour résoudre le problème, une piste consiste à ajuster la réglementation en amont avec les pêcheurs, tout en maintenant une zone intégralement protégée.

● Le modèle a fait la preuve de sa pertinence, notamment en Italie, pour le bonheur des pêcheurs eux-mêmes.

L'AUTEURE



HÉLÈNE LE MEUR est journaliste scientifique. Elle s'intéresse en particulier aux relations entre science et société.



Des aires protégées ou désert marin ?

Sanctuariser des aires marines pour préserver la biodiversité marine est une démarche qui se heurte souvent aux impératifs socioéconomiques. Un compromis est possible.

S

urpêche, réchauffement climatique, pollution... les activités humaines dévastent les écosystèmes marins et côtiers. Et tous les voyants sont au rouge. Selon le récent rapport de l'IPBES (la Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), 60% des stocks de poissons marins ont été exploités au maximum (selon des critères de pêche durable) et les objectifs fixés en 2010 par la Convention sur la biodiversité risquent fort de ne pas être atteints. Cette convention engageait les 160 États signataires à faire de 10% de leurs eaux territoriales des aires marines protégées d'ici à 2020.

En 2015, seuls 3,7% des mers étaient concernés. On est loin du compte...

«C'est déjà un progrès notable, tempère Joachim Claudet, directeur de recherche au CNRS au laboratoire Criobe, puisqu'il y a 10 ans, on en comptait seulement 0,2% mais il ne faut pas relâcher l'effort.» Pour ce spécialiste des aires marines protégées (AMP), cet engagement est crucial, car ces zones où les activités humaines sont réglementées ont prouvé leur efficacité pour protéger la biodiversité marine. À condition d'adopter le bon type de réglementation.

LA TAILLE COMPTE

Historiquement, ce sont les aires marines protégées dites intégrales qui ont d'abord vu le jour. Dans ces zones, tout prélèvement est totalement interdit. Et le bénéfice écologique est au rendez-vous. «Quand on arrête tout usage extractif, confirme Joachim Claudet, les écosystèmes se restaurent, les poissons grandissent, sont plus nombreux et repeuplent même l'extérieur de la zone. Plus l'aire est vaste, plus elle est efficace.»



À Torre Guaceto, près de Brindisi, dans les Pouilles, l'ouverture d'une aire maritime protégée fait le bonheur des pêcheurs.

LE RETOUR DU SAR...

A Torre Guaceto, en Italie, une pêche trop intensive avait décimé une espèce de poisson très prisée, le sar. Or les sars sont aussi indispensables à l'équilibre de l'écosystème. Ils mangent les oursins qui eux-mêmes mangent les algues dites dressées. Celles-ci sont un peu aux zones tempérées ce que sont les coraux aux zones tropicales : elles abritent quantité de larves, de juvéniles et sont indispensables à bon nombre d'espèces. Elles sont le signe du bon état de santé de l'écosystème. Quand les sars ont disparu, les oursins devenus trop nombreux ont mangé toutes les algues, ne laissant derrière eux qu'un désert de roches nues. Une aire marine protégée intégrale de 22 kilomètres carrés a alors été mise en place entre 2000 et 2005. Petit à petit, les sars y sont devenus plus grands, plus abondants, l'écosystème s'est restauré. Mais la loi obligeait à ouvrir la zone en 2005. D'où l'idée de l'écologue Paolo Guidetti d'impliquer toutes les parties prenantes, et surtout les pêcheurs, dans une démarche co-construite d'ouverture de l'AMP : on y a maintenu une petite zone intégralement protégée, sorte de



Le sar s'en va et le sar revient.

sanctuaire à la fois source pérenne d'œufs et de larves et assurance contre une erreur de gestion. Les pêcheurs engagés dans la cogestion ont accepté d'être transparents sur l'abondance et la taille de leurs prises, données nécessaires à la mesure de l'efficacité de l'AMP. Ils doivent respecter une certaine longueur et taille de mailles de filet et surtout ils ne pêchent dans l'AMP qu'une fois par semaine. Résultat ? Cette seule journée hebdomadaire leur rapporte autant que l'ensemble des autres jours de la semaine de pêche à l'extérieur. De plus, même les zones extérieures en profitent puisque les larves de sar se dispersent sur plus de 100 kilomètres. Les pêcheurs de Torre Guaceto sont désormais les plus grands défenseurs de l'AMP.

Mais une réglementation aussi stricte n'est pas possible partout, surtout là où les populations dépendent de ces ressources marines, comme en Méditerranée. « On sait bien que dans des zones très peuplées, très impactées par les usages, des AMP gigantesques ne seraient pas respectées, admet Joachim Claudet ». De fait, ces sanctuaires ne représentent que 1,4% des mers et océans.

Comment alors protéger les écosystèmes tout en pérennisant les usages ? Pour atteindre les 10% requis, nombre de pays ont développé des AMP moins strictes.

Le problème, c'est que face aux résistances de tous ordres (opérateurs touristiques, pêcheurs, riverains...), les responsables politiques ont tendance à relâcher les réglementations. On a vu ainsi fleurir toute une gamme de niveaux d'autorisation des usages. « Résultat, déplore Joachim Claudet, on a aujourd'hui des AMP qui, *in fine*, n'atteignent pas leurs objectifs écologiques. » Sont-elles

pour autant discréditées ?

Pour le savoir, le chercheur a analysé avec ses collègues toutes les études disponibles sur les AMP partielles, soit 36 aires au total, afin d'identifier les critères indispensables à leur bon fonctionnement. L'idée étant de guider les décideurs dans leur choix.

CONTRAIGNANTE OU SOUPLE ?

Selon leurs conclusions, deux stratégies sont possibles : adopter des réglementations de pêche soit très contraignantes qui minimisent les impacts, soit plus souples, mais couplées à l'existence d'une zone protégée intégrale, qui garantisse la bonne santé de tout l'écosystème environnant. Joachim Claudet est formel : « Sans cela, on épuise la ressource sans jamais restaurer les écosystèmes ! »

Autres leçons de cette étude, plus une AMP est protégée longtemps, plus elle est efficace. De même, plus le budget et l'équipe qui lui sont consacrés pour la gestion sont conséquents, plus les bénéfices sont importants. Cela peut paraître trivial, mais encore fallait-il le démontrer.

Joachim Claudet confirme que plus le niveau d'implication de toutes les parties prenantes en amont – en particulier des pêcheurs – est fort, plus les bénéfices écologiques sont importants (*voir l'encadré ci-contre*). Les autres objectifs qui en découlent, sociaux, économiques ou culturels sont aussi majorés. À l'inverse, sans bénéfice écologique aucun des autres ne peut exister. Pas de doute, les aires marines protégées, bien gérées, sont l'outil de choix pour restaurer la biodiversité de manière durable. ■

La mer, un coffre aux trésors

Dans son nouveau parcours « L'Océan du futur », la Cité de la mer, à Cherbourg, rend hommage à la planète bleue. Y sont notamment montrées toutes les solutions apportées à l'humanité par les espèces vivant dans l'océan : médecine, nourriture, nouveaux matériaux...



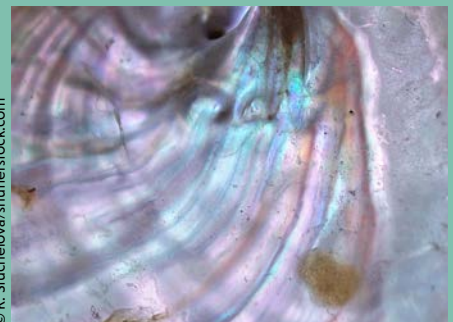
© La cité de la mer

UN CŒUR DE PIERRE

Le poisson pierre *Synanceia verrucosa* est difficilement détectable au milieu des roches. Il est en plus doté de 13 épines dorsales qui libèrent un venin redoutable pouvant entraîner jusqu'à la mort des victimes par paralysie des muscles cardiaques. Des biologistes cherchent à stabiliser la molécule active pour l'utiliser en cardiologie.

UNE COQUILLE À TOUTE ÉPREUVE

Le millefeuille de nacre qui constitue la coquille des ormeaux *Haliotis tuberculata* inspire les chercheurs pour fabriquer des céramiques très résistantes et pour concevoir des blindages et des gilets pare-balles.



© K. Stuchelova/shutterstock.com

© F. Bassenayousse / La cité de la mer